



COMMUNE
LE VIGNON-EN-QUERCY

PROCES VERBAL
Séance du 15 septembre 2023

Nombre de membres en exercice : 19 Le 15 septembre 2023, à 19H00.
Le Conseil Municipal de la commune de Le Vignon-en-Quercy, dument convoqué le 08 septembre 2023, s'est assemblé au lieu ordinaire.
Sont présents : Marielle ALARY, Pierre FOUCHÉ, Catherine LOUBIERE, Pierre LABANT, Christiane BOYER, Danielle MORINIERE, Anne LEYMAT, Louis BONNEVAL, Nicole CASAGRANDE, Christian DAURAT, Magalie GERAUD, Valérie MEVOLLON-TALLIS, Jean-Pierre RUARD, Patrick FAURI
Excusé et représenté : Pierre LEYMAT,
Excusés : Cendrine CHANTEPIE, Jean-Paul BOURDET, Théo BELAUBRE, Martine GARNIER

Secrétaire de séance : Pierre LABANT

Ordre du jour

- Changement des horaires de l'agence postale communales
- Transfert des biens des communes historiques vers la commune nouvelle – garage communal de Lasvaux
- Débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PAAD)

Questions diverses

- Terrain Lot Habitat Trasmaillot : projet de construction de maisons individuelles
- Point école/fibre
- Point travaux Lasvaux
- Point Adressage
- Journées Européennes du Patrimoine

Le quorum étant atteint, la séance débute à 19H10.

M. Pierre LABANT est désigné secrétaire de séance.

Le compte-rendu du précédent conseil est adopté à l'unanimité (15 votants).

Arrivée de Christian Daurat à 19h19.

Madame la maire demande l'approbation du conseil municipal pour l'ajout d'un nouveau point à l'ordre du jour :

- Fixation des indemnités de fonction des élus = 15 voix pour, ce point est ajouté à l'ordre du jour.

47-2023 Changement des horaires de l'agence postale communale

Madame la maire propose au conseil municipal de modifier les horaires d'ouverture au public de l'agence postale aux Quatre-Routes du Lot, à l'occasion du remplacement de Mme Aurélie Réginato par Mme Cinthya Foumann.

Elle propose les modifications suivantes :

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
Matin	9h-12h30	9h-12h30	9h-12h30	9h-12h30	9h-12h30
Après-midi	13h30-15h30	13h30-15h30	13h30-15h30	13h30-15h30	13h30-15h30

Par ailleurs, madame la maire informe que ces modifications d'horaires d'ouverture n'entraînent aucune modification de travail sur le personnel.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Autorise la modification des horaires d'ouverture de l'agence postale comme présentée ci-dessus
- Décide de mettre en œuvre cette modification au 04 septembre 2023.

Nicole Casagrande salue le travail de Aurélie Réginato : « elle a tenu son poste avec beaucoup d'amabilité et de professionnalisme. Ce n'est pas évident de lui succéder. Mais Cinthya Fummann suit la même voie ».

Votants : 15	Pour : 15	Contre : 0	Abstentions : 0
--------------	-----------	------------	-----------------

48-2023 Transfert des biens des communes historiques vers la commune nouvelle – garage communal de LASVAUX

Vu l'arrêté préfectoral SPG/2018/14 en date du 14 décembre 2018 portant création de la commune nouvelle de Le Vignon-en-Quercy.

Vu l'arrêté préfectoral DCL/2020/45 en date du 11 mars 2020 portant modification de l'arrêté préfectoral SPG/2018/14 en date du 14 décembre 2018 portant création de la commune nouvelle de Le Vignon-en-Quercy

Vu l'article 28 du décret du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière

Madame la maire expose au conseil que la création d'une commune nouvelle implique le transfert du patrimoine immobilier des communes historiques à la commune nouvelle. Ce transfert est entériné par la publication au fichier immobilier d'un acte respectant les exigences de forme régissant la publicité foncière. La publication n'a pas à être obligatoirement effectuée pour l'intégralité des biens des communes fusionnées mais est obligatoire pour les biens objets d'une transaction. C'est le cas de la parcelle du garage communal de Lavaux

Il convient donc de publier au fichier immobilier le transfert des biens et droits immobiliers de la commune de Cazillac au profit de la commune de Le Vignon-en-Quercy suivants :

- Parcelle AI n° 277 qui représente une superficie de 256 m²

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil

- APPROUVE la publication au fichier immobilier du transfert de la parcelle telle que détaillée ci-dessus de la commune de Cazillac vers la commune de Le Vignon-en-Quercy.
- DECLARE que la valeur totale des biens transférés est estimée à la somme de vingt-huit mille euros (28 000 €)
- CHARGE Maître VIALETTE, notaire à Martel, d'établir l'acte de transfert correspondant
- AUTORISE Mme la Maire ou ses adjoints à signer l'acte correspondant ainsi que toute pièce nécessaire à la conclusion de ce dossier, et notamment les actes relatifs au garage communal de Lasvaux qui en découlent.
- DECIDE d'inscrire au budget les crédits correspondant à cet acte

Votants : 15	Pour : 15	Contre : 0	Abstentions : 0
--------------	-----------	------------	-----------------

49-2023 Débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et Développement Durables (PAAD)

Contexte :

La communauté de communes CAUVALDOR a prescrit par délibération en date du 14 décembre 2015, complétée par délibération en date du 27 mai 2016, l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme local de l'habitat.

Compte tenu de la fusion d'EPCI au 1er janvier 2017, cette procédure a été étendue sur l'ensemble du nouveau territoire, et les modalités de collaboration avec les communes redéfinies par délibération en date du 13 février 2017, portant « extension de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat à l'ensemble des 79 communes du territoire, définition des modalités de collaboration avec les communes, précision modalités de concertation, définition organigramme fonctionnel instances de travail et de définition ».

Et par délibération en date du 23 juin 2023, la Communauté de Communes a délibéré pour acter d'un nouveau découpage territorial suite à la mise en place du pacte de gouvernance, et pour préciser les modalités de poursuite de la concertation et tirer son bilan,

En élaborant un PLUi-H, la communauté de communes CAUVALDOR a pour ambition de créer un projet d'urbanisme et d'habitat cohérent, qui articule les politiques sectorielles communautaires et les différentes échelles du territoire. Véritable document de planification, le PLUi-H étudie le fonctionnement et définit les objectifs et les enjeux du territoire, construit un projet de développement respectueux de l'environnement et le formalise dans des règles d'utilisation des sols.

Les pièces constitutives d'un PLUi-H :

Le rapport de présentation qui expose le diagnostic du territoire, analyse l'état initial de l'environnement et la consommation foncière et justifie les choix d'aménagement du projet de territoire

- Le projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui définit un projet politique sur les 10 prochaines années et exprime les grandes orientations de l'aménagement du territoire souhaitées par les élus et concertées avec la population
- Les orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui définissent les conditions d'aménagement portant sur des secteurs à enjeux

- Le programme d'Orientations et d'Actions (POA) qui prévoit toutes les actions et dispositifs à mettre en place en faveur de la politique habitat
- Le règlement : règlement écrit et graphique qui détermine les règles d'utilisation des sols
- Les annexes

Etat d'avancement de la procédure :

Un premier débat sur le PADD a eu lieu par délibération du Conseil Communautaire en date du 10 juillet 2018.

Depuis lors, les projections faites dans le premier document ont évolué notamment au regard des dernières tendances démographiques.

De plus, la loi Climat et Résilience est venu modifier les attendus qui sont exigés dans un PADD.

Il est donc nécessaire de tirer le bilan de ces changements qui s'imposent dans le processus d'élaboration du PluiH, et de venir actualiser en conséquence le PADD attaché au futur PLUiH de CAUVALDOR

Un second débat sur le PADD afin de mettre à jour les chiffres et les objectifs, conformément à l'article L153-12 du Code de l'Urbanisme a donc été soumis au Conseil communautaire en date du 10/07/2023.

Au visa des dispositions de l'article L 153-12 du Code de l'urbanisme et conformément aux modalités de concertation prévues entre l'EPCI et les communes, il est nécessaire que chaque commune tienne débat sans vote sur le PADD dans sa version modernisée.

Sous la précision que : *« Lorsque le plan local d'urbanisme est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale, le débat prévu au premier alinéa du présent article au sein des conseils municipaux des communes membres est réputé tenu s'il n'a pas eu lieu au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme. »*

Pour rappel, le PADD est la pièce maîtresse du PLU, et a fait l'objet d'une concertation avec les services de l'Etat, d'une présentation aux élus en régie, et en réunions publiques.

Les orientations du PADD sont issues d'une part des enjeux du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement, et d'autre part des orientations du SCOT approuvé le 16 janvier 2018, lequel a fixé un cadre cohérent pour harmoniser et coordonner les projets de développement des communes, et avec lequel le PLUi devra être compatible.

A ce stade de la procédure, le PADD n'est pas figé dans sa version complète et définitive. Les propositions d'orientations générales et les débats auxquels elles donneront lieu serviront de guide à la suite des travaux du PLUi et à l'élaboration de l'ensemble des pièces du PLUi qui devrait être arrêté fin 2023 par le Conseil Communautaire.

Le PLUi-H ambitionne de répondre à l'attractivité du territoire d'accueillir tout en fixant un objectif d'au moins 50 % de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers observée au cours des dix dernières années (période retenue 2013 à 2022).

Afin de prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers permettant de répondre aux besoins non satisfaits, le PADD doit tenir compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'article L. 153-27, soit les 6 années avant l'évaluation du PLUi-H.

Au regard de cette analyse de la capacité à mobiliser effectivement le potentiel sur les dix prochaines années, les espaces urbanisés ne permettent pas de répondre totalement à tous les besoins d'accueil en logements, en emplois et en équipements publics sur cette même période.

Le PLUi-H, dans un objectif de lutte contre l'étalement urbain, devra satisfaire entre 30 et 40 % des nouvelles constructions en densification au sein de l'enveloppe urbaine. Il pourra planifier

l'ouverture à l'urbanisation de 350 hectares maximum dont 220 hectares dédiés à l'habitat et 60 hectares à l'activité.

Fort des éléments de cadrage issus des documents supras, des enjeux issus du diagnostic territorial et de l'état initial de l'environnement, le projet de PADD repose sur **5 axes majeurs, et déclinés en 24 orientations** :

Présentation des axes et orientations du PADD dans sa version 2023 :

Axe 1 : Définir une politique de l'habitat garantissant un accès au logement pour tous et s'inscrivant dans une logique de développement résidentiel harmonieux

Orientation 1 : Favoriser l'émergence d'une offre de logements diversifiée et de qualité

Orientation 2 : Accompagner le réinvestissement du parc de logements existant, en priorité dans les principales centralités du territoire

Orientation 3 : Programmer une offre de logement et d'hébergement répondant à l'ensemble des parcours résidentiels et de vie

Axe 2 : Développer l'emploi en milieu rural et renforcer les pôles stratégiques du territoire

Orientation 1 : Structurer la couverture économique avec le renforcement des pôles existants et de nouvelles localisations d'activités

Orientation 2 : Accompagner les évolutions du territoire en vue d'accroître son attractivité résidentielle et économique

Orientation 3 : S'appuyer sur les richesses remarquées et remarquables de CAUVALDOR pour développer une économie touristique durable

Orientation 4 : Mettre en place un schéma touristique global pour renforcer le développement touristique

Axe 3 : Soutenir l'économie agricole et forestière, préserver les ressources naturelles

Orientation 1 : Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers comme ressource naturelle et ressource économique

Orientation 2 : Préserver la qualité de l'eau et de la ressource en eau

Orientation 3 : Prendre en compte les risques naturels, pour aménager durablement le territoire

Orientation 4 : Mettre en place une planification énergétique à différentes échelles

Axe 4 : Promouvoir un territoire de proximité, connecté aux réseaux de communication, favorable au bien-être des populations

Orientation 1 : Engager un véritable plan en faveur des mobilités pour répondre au principe « Tout à moins de 20 mn », dans l'objectif de favoriser une logique de mise en réseau des polarités du territoire

Orientation 2 : Mettre en place un schéma d'aménagement des modes doux pour les déplacements au quotidien

Orientation 3 : Accompagner les grands projets structurants du territoire et les axes ferroviaires traversant le territoire

Orientation 4 : Faire du numérique une priorité pour tout le territoire

Orientation 5 : Enrayer la désertification médicale des secteurs ruraux en engageant des actions en faveur de la santé

Orientation 6 : Assurer une offre de services et d'équipements publics adaptés

Axe 5 : Valoriser la qualité des paysages et du patrimoine pour améliorer l'attractivité du territoire

Orientation 1 : Fonder un urbanisme durable avec des formes urbaines adaptées aux paysages du territoire des Causses et Vallée de la Dordogne

Orientation 2 : Faire du patrimoine le garant de l'attractivité territoriale, créer une OAP « Vallée de la Dordogne »

Orientation 3 : Mettre en valeur les paysages et le patrimoine dans l'aménagement de l'espace

Orientation 4 : Préserver les continuités écologiques et la biodiversité du territoire

Orientation 5 : Conserver le cadre de vie comme promotion et image de l'identité territoriale

Orientation 6 : Mettre en valeur les entrées de ville pour une meilleure qualité et intégration de ces secteurs

Orientation 7 : Engager une gestion économe des espaces, lutter contre l'étalement urbain et le mitage

Une réunion de la conférence intercommunale rassemblant les Maires des communes membres avant le débat communautaire sur le PADD, a été organisée le 6 juillet 2023.

Des réunions publiques présentant le PADD actualisé ont eu lieu les 22 juin, 28 juin et 29 juin 2023, Le Conseil Communautaire de CAUVALDOR a acté du débat du PADD dans sa version actualisée en date du 10.07.2023.

Conformément aux dispositions de l'article L153-12 du Code de l'Urbanisme, madame la maire propose d'ouvrir le débat sur le PADD présenté dans sa version modifiée

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 101-1 et suivants, L 153-1 et suivants, R153-1 et suivants ;

Vu le Code de la Construction et de l'habitation

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Causses et Vallée de la Dordogne n°14122015/03 en date du 14 décembre 2015 prescrivant l'élaboration du Programme Local d'Urbanisme intercommunal valant révision du PLU intercommunal élaboré par l'ancienne communauté de communes Haut-Quercy-Dordogne, en vue de couvrir l'ensemble du territoire communautaire ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Causses et Vallée de la Dordogne n°27052016/01 en date du 27 mai 2016 prescrivant l'adjonction du volet Habitat (Programme Local de l'Habitat) au PLUi, adoptant les nouvelles dispositions du code de l'urbanisme mises en place par l'ordonnance du 23 septembre 2015 et le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Causses et Vallée de la Dordogne n°1302017/86 en date du 13 février 2017 prescrivant l'extension de la procédure d'élaboration du PLUI-H à l'ensemble des 79 communes du territoire, la définition des modalités de collaboration avec les communes, précisant les modalités de concertation, et définissant l'organigramme fonctionnel instances de travail et de définition

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Causses et Vallée de la Dordogne du 10.07.2018 n°10.07.2018.001 actant du débat sur le PADD.

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Causses et Vallée de la Dordogne du 12.06.2023 n°2023/074 actant du nouveau découpage territorial en suite du pacte de gouvernance.

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Causses et Vallée de la Dordogne du 10.07.2023 n°-2023-088 actant du débat sur le PADD dans sa version modifiée

Considérant que les dispositions de l'article L 153-12 du code de l'urbanisme prévoient : « Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme ».

DECISION :

Après avoir entendu l'exposé du Maire

Après avoir débattu des orientations du futur projet d'aménagement et de développement durables

Le Conseil municipal, décide :

DE PRENDRE ACTE du débat organisé en son sein sur les orientations générales du PADD du PLUiH dans sa version présentée au Conseil communautaire de CAUVALDOR le 10.07.2023

Votants : 15	Pour : 15	Contre : 0	Abstentions : 0
--------------	-----------	------------	-----------------

Pierre Fouché souligne que dans l’Axe 3 « *Soutenir l'économie agricole et forestière, préserver les ressources naturelles* », les intitulés des orientations ne font pas apparaître explicitement un soutien à l'économie.

Dans l’Axe 4, concernant la thématique des mobilités et l’aménagement des voies vertes, Pierre Labant suggère que soit étudiée la création d’Associations Syndicales Autorisées (ASA) plutôt que des préemptions/expropriations systématiques comme moyen permettant de favoriser l’acceptabilité des projets par les propriétaires concernés. Les ASA ainsi créées s’apparenteraient aux ASA mises en place au sein des massifs forestiers pour l’aménagement des dessertes forestières.

50-2023 Fixation des indemnités de fonction des élus

Madame la maire rappelle que conformément à l'article L. 2123-17 du code général des collectivités territoriales, les fonctions de maire, d'adjoint et de conseiller municipal sont gratuites.

Cependant, des indemnités peuvent leur être octroyées en application des articles L. 2123-20 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Elle précise qu'en application de l'article L. 2123-20 du code général des collectivités territoriales, « les indemnités allouées au titre de l'exercice des fonctions de maire et de président de délégation spéciale et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoint au maire des communes, de conseiller municipal des communes de 100 000 habitants et plus ou de membre de délégations spéciales qui fait fonction d'adjoint sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ».

Par ailleurs, en application de l'article L. 2123-20-1 du code général des collectivités territoriales « les indemnités de ses membres, à l'exception de l'indemnité du maire, sont fixées par délibération. Cette délibération intervient dans les trois mois suivant l'installation du conseil municipal.

Ce même article précise en outre que « toute délibération du conseil municipal concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres, à l'exception du maire, est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux autres membres du conseil municipal ».

Enfin, l'article L2123-23 indique que « *les mairesperçoivent une indemnité de fonction fixée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 2123-20 le barème suivant :*

		% max	% actuel
ALARY Marielle	Maire	51,6	47,53
FOUCHÉ Pierre	Maire délégué	25,5	24,00
LOUBIÈRE Catherine	Adjointe	19,8	10,18
LABANT Pierre	Adjoint	19,8	18,30
BOYER Christiane	Adjointe	19,8	10,18
DAURAT Christian	Adjoint	19,8	10,18
RUARD Jean-Pierre	Conseiller délégué		10,18
LEYMAT Anne	Conseillère déléguée		4,69
LEYMAT Pierre	Conseiller délégué		4,69
BELAUBRE Théo	Conseiller délégué		2,92

Le conseil municipal peut, par délibération, fixer une indemnité de fonction inférieure au barème ci-dessus, à la demande du maire.

Madame la maire propose de fixer un nouveau taux d'indemnités afin de ne pas appliquer l'augmentation du point d'indice de juillet 2023. Cela permet de garder le niveau d'indemnités de juin 2023 et d'éviter une dépense supplémentaire de 895.68€/an dans la section fonctionnement.

Nouvelle proposition :

		% max	% actuel	% proposé
ALARY Marielle	Maire	51,6	47,53	46.83
FOUCHÉ Pierre	Maire délégué	25,5	24,00	23.65
LOUBIÈRE Catherine	Adjointe	19,8	10,18	10.3
LABANT Pierre	Adjoint	19,8	18,30	18.03
BOYER Christiane	Adjointe	19,8	10,18	10.03
DAURAT Christian	Adjoint	19,8	10,18	10.03
RUARD Jean-Pierre	Conseiller délégué		10,18	10.03
LEYMAT Anne	Conseillère déléguée		4,69	4.62
LEYMAT Pierre	Conseiller délégué		4,69	4.62
BELAUBRE Théo	Conseiller délégué		2,92	2.88

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- A compter du 01 octobre 2023 d'appliquer le nouveau taux proposé

Votants : 15	Pour : 13	Contre : 00	Abstention : 02
--------------	-----------	-------------	-----------------

Même si elles comprennent le principe visant à refuser l'augmentation des indemnités des élus pour éviter des dépenses de fonctionnement supplémentaires, Danielle Morinière et Valérie Mevillon-Thalis justifient leur abstention par le fait qu'elles considèrent que le travail considérable qui est réalisé justifierait que l'indemnité soit pleinement versée.

Questions diverses :

- Terrain Lot Habitat Trasmaillot : projet de construction de maisons individuelles
Sur les parcelles où étaient situées les deux petites « barres » de Lot Habitat, situées au-dessus de l'école des Quatre-Routes, en face de la chaufferie collective bois-énergie, Lot Habitat a pour projet de construire 8 à 10 petites maisons individuelles destinées à accueillir à la fois des jeunes et des personnes âgées aux revenus modestes.
Pour mener à bien ce projet d'intérêt collectif, la commune pourrait être amenée à céder à Lot Habitat la parcelle de l'espace vert située entre le transformateur électrique et les parcelles de Lot Habitat. Si c'était le cas, la continuité du cheminement piétonnier permettant d'accéder au lotissement Trasmaillot serait bien évidemment conservée.
- Point école/fibre (cf. Cathy)
Effectifs des écoles : 101 à l'école élémentaire des Quatre-Routes. 23 à l'école maternelle de Cazillac.
Le 17 août, des fils ont été arrachés par un camion. Malgré des démarches répétées, Catherine Loubière en contact avec l'entreprise Orange déplore la lenteur du rétablissement du réseau. 80 foyers sont restés sans connexion internet et téléphone pendant plus d'un mois. La situation est en cours de résolution.
Une salle a été mise à disposition à la mairie pour les administrés qui avaient besoin de télétravailler.
- Point travaux Lasvaux :
Les travaux se déroulent bien. Conduite posée sur le tronçon entre le château d'eau et Lasvaux. Branchements à finaliser.
- Journées Européennes du Patrimoine (JEP) :
Les 4 églises de la commune seront ouvertes. Le corbillard traditionnel sera exposé à Lasvaux.
- Adressage :
Le travail sur la base de données « propriétaires » est en cours de finalisation. Les certificats officiels d'adressage, ainsi que les numéros, seront transmis dans la foulée aux propriétaires. Les panneaux indiquant le nom des routes seront posés cet automne.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée 20h45.